RCS : MAMOUDZOU
Code greffe : 9761

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de MAMOUDZOU atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2012 B 97102
Numéro SIREN : 539 587 253
Nom ou dénomination : ABC MAINTENANCE ET SERVICES

Ce dépôt a été enregistré le 29/09/2022 sous le numéro de dépôt A2022/000958

ABC MAINTENANCE ET SERVICES
Société À Responsabilité Limitée
Au capital de 25.000 €
Siège social : 2 ZI Nel Kaweni
97600 MAMOUDZOU
RCS MAMOUDZOU 539 587 253

Conformité aux formes
le 23/12/2020

PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS UNANIMES DES ASSOCIÉS RELEVANT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU 23 DÉCEMBRE 2020

L'an DEUX MILLE VINGT,
Le VINGT-TROIS DÉCEMBRE,

Les associés de la société ABC MAINTENANCE ET SERVICES, société à responsabilité limitée au capital de 25.000 €, immatriculée au RCS de Mamoudzou sous le numéro 539 587 253, dont le siège social est sis 2 ZI Nel Kaweni - 97600 MAMOUDZOU, représentée par son gérant M. Jean CHEUNG-AH-SEUNG, ont, par acte unanime des associés, pris les décisions ci-après relevant de l'assemblée générale extraordinaire, sur l'ordre du jour suivant :

- modification de l'"article 8 - Capital social" des statuts de la Société ;
- pouvoir pour les formalités.

Il est précisé que la modification de l'article 8 des statuts est consécutive à la cession des parts de la Société intervenue le 23 décembre 2020 entre la société LIP INVEST, cédante, et la société ABC EQUIPEMENT MAYOTTE, cessionnaire.

1. A pris en conséquence les décisions suivantes :

PREMIÈRE DÉCISION

L'unanimité des associés, prenant acte de la cession des parts sociales intervenue le 23 décembre 2020, décide de modifier l'article 8 des statuts de la Société comme suit :

Nouvelle mention :

" ARTICLE 8 : Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 25.000,00 € (vingt-cinq mille euros).

Il est divisé en 500 (cinq cent) parts sociales de 50 € (cinquante euros) chacune numérotées de 1 à 500, entièrement souscrites et libérées.

Suite à la cession de parts sociales en date du 23 décembre 2020, le capital social est détenu comme suit :

*- La Société **SOGEFI LI 3**,*
à concurrence de deux cent soixante quinze parts sociales, numérotées de 1 à 275,
ci.....275

*- La Société **ABC EQUIPEMENT MAYOTTE**,*
à concurrence de deux cent vingt-cinq parts sociales, numérotées de 276 à 500,
ci.....225

*Total égal au nombre de parts composant le capital social : cinq cent parts sociales.....**500**"*

DEUXIÈME DÉCISION

L'unanimité des associés donne tous pouvoirs sont donnés au porteur de copies ou extraits certifiés conformes au présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toute formalité légale et de publicité requise par la loi et afférente aux décisions ci-dessus adoptées.

De tout ce que dessus a été dressé le présent procès-verbal sur deux (2) pages qui, après lecture, a été signé par l'unanimité des associés.

SOGEFI LI 3
Représentée par M. Jean CHEUNG-AH-SEUNG
Associée



ABC ÉQUIPEMENT MAYOTTE
Représentée par M. Jean CHEUNG-AH-SEUNG
Associée



CESSIONS DE PARTS SOCIALES DE LA SOCIÉTÉ
ABC MAINTENANCE & SERVICES MAYOTTE

LIP INVEST SARL

-

ABC EQUIPEMENT MAYOTTE SARL

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

LIP INVEST, société à responsabilité limitée au capital de 225.800 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Saint-Denis-de-La-Réunion sous le numéro 525 036 083, dont le siège social est 6 ruelle Mazeau, 97400, SAINT-DENIS, prise en la personne de son représentant légal ;

ci-après dénommés ensemble le « Cédant »,

D'une part,

ET

ABC EQUIPEMENT MAYOTTE, société à responsabilité limitée au capital de 25.000 €, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Mayotte sous le numéro 534 284 211, ayant son siège social 4 Impasse de l'Entrepôt, Kaweni, 97600, MAMOUDZOU, prise en la personne de son représentant légal ;

ci-après dénommée le « Cessionnaire »,

D'autre part,

EN PRÉSENCE DE :

SOCIÉTÉ DE GESTION FINANCIÈRE ET D'INVESTISSEMENT LI 3 (SOGEFI LI 3), société à responsabilité limitée au capital de 668.800 €, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Saint-Denis-de-La-Réunion sous le numéro 490 145 174, ayant son siège social 2 rue Jean Chatel, 97400, SAINT-DENIS, prise en la personne de son représentant légal ;

ONT PRÉALABLEMENT À L'ACTE DE CESSION DE PARTS SOCIALES, OBJET DES PRÉSENTES, EXPOSÉ CE QUI SUIT :

La société **ABC MAINTENANCE & SERVICES MAYOTTE**, société à responsabilité limitée au capital de 25.000 €, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Mayotte sous le numéro 539 587 253, ayant son siège social 4 Impasse de l'Entrepôt, Kaweni, 97600, MAMOUDZOU, est actuellement détenue par trois associés, à savoir les sociétés SOGEFI LI 3, LIP INVEST et ABC EQUIPEMENT MAYOTTE.

Le capital social de vingt cinq mille euros (25.000 €) est divisé en cinq cent (500) parts sociales de cinquante euros (50 €) chacune, entièrement libérées, ainsi réparti :

- La société SOGEFI LI 3,
Propriétaire de 275 parts sociales numérotées de 1 à 275..... 275 parts sociales

- La société LIP INVEST,
Propriétaire de 125 parts sociales numérotées de 276 à 400..... 125 parts sociales

- La société ABC EQUIPEMENT MAYOTTE,
Propriétaire de 100 parts sociales numérotées de 401 à 500.....100 parts sociales

Total égal au nombre de parts composant le capital social : .....500 parts sociales

CECI EXPOSÉ IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – <u>CESSION DE PARTS</u>

Par les présentes, le Cédant cède, avec les garanties ordinaires et de droit, au Cessionnaire qui accepte 125 (cent vingt cinq) parts sociales de la société ABC MAINTENANCE & SERVICES MAYOTTE, d'un montant nominal de 50 € (cinquante euros), numérotées de 276 à 400 dont il est propriétaire.

ARTICLE 2 – <u>PRIX DE CESSION</u>

La cession des parts sociales de la société ABC MAINTENANCE & SERVICES MAYOTTE susvisée a été consentie et acceptée pour un montant total de 70.000 € (soixante dix mille euros), soit un prix de 560 € (cinq cent soixante euros) par part sociale.

ARTICLE 3 – <u>MODALITES DE PAIEMENT</u>

Le Cédant consent au Cessionnaire, pour le règlement du prix convenu à l'article 2, un échéancier comme suit :

- règlement de la somme de 4.000,00 € (quatre mille euros) à la signature du présent acte de cession,

- règlement de la somme de 2.000,00 € (deux mille euros) tous les 10 des mois suivants la signature du présent acte de cession, soit 33 (trente trois) mensualités.

En cas de non-respect de l'échéancier ci-dessus consentis, le Cédant pourra mettre en demeure le Cessionnaire, par courrier recommandé avec accusé de réception, de régulariser sa situation. A défaut de régularisation de l'impayé dans les 8 jours suivants la réception de la mise en demeure par le Cessionnaire, le Cédant pourra, à son libre choix, notifier au Cessionnaire la résolution aux torts exclusifs du Cessionnaire de la cession de parts sociales dans les 15 (quinze) jours suivant l'expiration du délai de régularisation de l'impayé.

ARTICLE 4 – EFFET

A compter de ce jour, le Cessionnaire devient l'unique propriétaire des parts sociales ci-dessus mentionnée et de tous les droits et obligations qui y sont attachés.

Il aura seul droit aux dividendes mis en paiement pendant l'exercice en cours et les exercices ultérieurs.

Le Cédant ayant seul droit aux dividendes mis en paiement au cours des exercices antérieurs.

Les parts cédées ne sont représentées par aucun certificat. Leur titre résulte des statuts de la Société ou de la cession de part dont une copie a été remise au Cessionnaire.

ARTICLE 5 – AGRÉMENT DE LA CESSION

Conformément aux dispositions de l'article 13 des statuts, l'agrément de la présente cession est donné directement dans le présent acte de cession auquel participe l'unanimité des associés.

ARTICLE 6 – DÉCLARATIONS FISCALES

Le Cédant et le Cessionnaire déclarent :

- que le Cédant est libre, sur le plan fiscal, de tout engagement de conservation des parts cédées ;

- que les parts cédées sont représentatives d'apports en numéraire ;

- que la société est soumise à l'impôt sur les sociétés.

Il est précisé que les droits d'enregistrement sont calculés sur une assiette réduite à proportion du nombre des parts cédées sur le nombre total des parts, en application de l'article 726, III du code général des impôts.

ARTICLE 7 – <u>FRAIS</u>

Les frais auxquels le présent acte donnera lieu, seront supportés par le Cessionnaire, pour les frais se rapportant à la cession des parts à lui consenties et par la Société pour ceux concernant la modification des statuts.

ARTICLE 8 – <u>DOMICILE</u>

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile chacune en leur demeure sus-indiquée.

ARTICLE 9 – <u>FORMALITÉS DE PUBLICITÉ – POUVOIRS</u>

Conformément aux statuts, la présente cession sera rendue opposable à la Société par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le Gérant d'une attestation de ce dépôt.

Tous pouvoirs sont confiés au Cessionnaire en vue de remplir les formalités de publicité prescrites par la loi.

Dès que cette cession dûment acceptée, le gérant de la Société dressera un procès-verbal attestant le caractère définitif de la modification des statuts.

Fait à SAINT-DENIS (97400), le 23 décembre 2020,

Fait en quatre (4) originaux, sur quatre (4) pages,

<u>LIP INVEST</u> M. Jean-Philippe CHEUNG AH SEUNG *Cédant*	**<u>ABC EQUIPEMENT MAYOTTE</u>** M. Jean Ah-Mouck CHEUNG AH SEUNG *Cessionnaire*
<u>SOGEFI LI 3</u> M. Jean Ah-Mouck CHEUNG AH SEUNG *Associé*	Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE L'ENREGISTREMENT SAINT-DENIS-DE-LA-REUNION Le 30/12 2020 Dossier 2020 00063867, référence 9744P31 2020 A 06158 Enregistrement : 1928 € Pénalités : 0 € Total liquidé : Mille neuf cent vingt-huit Euros Montant reçu : Mille neuf cent vingt-huit Euros L'Auxiliaire Rebecca PLANCHE L'Auxiliaire

certifiés conformes
le 23/12/2020

STATUTS

SARL ABC
MAINTENANCE & SERVICES

Au capital de 25.000,00 €

4 Impasse de l'Entrepôt, Kawéni, 974600 - MAMOUDZOU

RCS MAYOTTE 539 587 253

MAJ le 23/12/2020

TITRE I
FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE - EXERCICE SOCIAL

ARTICLE 1 – Forme

La Société est une Société à responsabilité limitée. Elle est régie par les dispositions du Livre deuxième du Code de commerce, par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur et par les présents statuts.

ARTICLE 2 – Objet

La Société a pour objet sur le département de Mayotte, dans toute la France ou tous autres pays :

- la maintenance, l'assistance, le dépannage, le remorquage et la réparation de tous engins, machines et matériels, en atelier ou sur site.

- La participation de la société à toutes entreprise, groupements d'intérêt économique ou sociétés françaises ou étrangères, créées ou à créer, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises, groupements ou sociétés dont l'objet serait susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social, et ce par tous moyens, notamment par voie d'apport, de souscription ou d'achat d'actions, de parts sociales ou de parts bénéficiaires, de fusion, de société en participation, de groupement d'intérêt économique, d'alliance ou de commandite

- Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement.

ARTICLE 3 – Dénomination sociale

La dénomination de la Société est : **ABC MAINTENANCE ET SERVICES MAYOTTE**

Tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers et notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement des mots «Société à responsabilité limitée» ou de l'abréviation «SARL», de l'énonciation du capital social ainsi que du numéro d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 4 – Siège social

Le siège social est fixé suite à un certificat d'adressage de la Mairie en date du 11 avril 2017 au 4 Impasse de l'Entrepôt, Kaweni – 97600 Mamoudzou (MAYOTTE)

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision de la gérance, sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale, et en tout autre lieu suivant décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 – Durée

La durée de la Société est fixée à cinquante années à compter de la date d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés sauf prorogation ou de dissolution anticipée.

ARTICLE 6 – Exercice social

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Le premier exercice social sera clos le 31 Décembre 2012.

TITRE II
APPORTS - CAPITAL - PARTS SOCIALES

ARTICLE 7 – Apports

Les soussignés font apport en numéraire à la Société, savoir :

1°) La Société **SOGEFI LI 3** apporte à la société la somme de 13.750 € (treize mille sept cent cinquante euros), lesdits apports correspondant à 275 parts sociales de 50 € (cinquante euros), souscrites en totalité et partiellement libérées à hauteur de 20% soit pour la somme de 2.750 € (deux mille sept cent cinquante euros).

2°) La Société **LIP INVEST** apporte à la société la somme de 6.250 € (six mille deux cent cinquante euros), lesdits apports correspondant à 125 parts sociales de 50 € (cinquante euros), souscrites en totalité et partiellement libérées à hauteur de 20% soit pour la somme de 1.250 € (mille deux cinquante euros).

3°) **M. Axel POMPEE** apporte à la société la somme de 5.000 € (cinq mille euros), lesdits apports correspondant à 100 parts sociales de 50 € (cinquante euros), souscrites en totalité et partiellement libérées à hauteur de 20% soit pour la somme de 1.000 € (mille euros).

La somme de 5.000 € (cinq mille euros) a été déposée, dès avant ce jour, au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation ainsi que l'atteste le Certificat du dépositaire établi par la société BANQUE DE LA REUNION - 27, rue Jean Chatel – 97400 Saint-Denis Ile de la Réunion.

ARTICLE 8 – Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 25.000,00 € (vingt-cinq mille euros).

Il est divisé en 500 (cinq cent) parts sociales de 50 € (cinquante euros) chacune numérotées de 1 à 500, entièrement souscrites et libérées.

Suite à la cession de parts sociales en date du 23 décembre 2020, le capital social est détenu comme suit :

- La Société **SOGEFI LI 3**,
à concurrence de deux cent soixante quinze parts sociales, numérotées de 1 à 275,
ci.....275

- La Société **ABC EQUIPEMENT MAYOTTE**,
à concurrence de deux cent vingt-cinq parts sociales, numérotées de 276 à 500,
ci.....225

Total égal au nombre de parts composant le capital social : cinq cent parts sociales.....**500**

ARTICLE 9 – Modification du capital social

I - Augmentation du capital

Le capital social peut, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, être augmenté, en une ou plusieurs fois, en représentation d'apports en nature ou en numéraire, ou par incorporation de tout ou partie des bénéfices ou réserves disponibles, au moyen de la création de parts sociales nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale de parts existantes.

II - Réduction du capital social

1 - Le capital social peut être réduit, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, par décision collective extraordinaire des associés.

2 - Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, le montant des capitaux propres de la Société devient inférieur à la moitié du capital social, l'assemblée générale extraordinaire des associés, décide dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, s'il y a lieu de prononcer la dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et sous réserve des dispositions relatives au montant minimum du capital, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pu être reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital.

En cas d'inobservation des prescriptions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu valablement délibérer.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution de la Société, si au jour où il statue la régularisation a été effectuée.

ARTICLE 10 – Souscription et représentation des parts sociales

Les droits de chaque associé dans la Société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiées et publiées.
La Société peut émettre des parts sociales en rémunération des apports en industrie qui lui sont effectués. Ces parts sont émises sans valeur nominale et ne sont pas prises en compte pour la formation du capital social.

Les parts sociales d'industrie sont attribuées à titre personnel. Elles ne peuvent être cédées et sont annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation des prestations dues par ledit titulaire.

Chaque associé peut se faire délivrer des copies ou extraits des statuts et actes modificatifs ainsi qu'il sera dit ci-après.

ARTICLE 11 – Droits et obligations des parts sociales

Chaque part sociale donne droit proportionnellement au nombre de parts existantes, à une quotité dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation. Elle donne également le droit de participer aux décisions collectives.

Les associés ne sont tenus à l'égard des tiers qu'à concurrence du montant de leur apport.

Toutefois, lorsqu'il n'y a pas eu de commissaire aux apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le commissaire aux apports, les associés sont solidairement responsables pendant 5 ans, à l'égard des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la société.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés. Les droits et obligations attachés aux parts les suivent, dans quelque main qu'elles passent. Les représentants, ayants droit, conjoint et héritiers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation.

ARTICLE 12 – Indivisibilité des parts sociales

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. A cet égard, les indivisions successorales sont considérées comme un seul associé quel que soit le nombre de parts possédées par cette indivision.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par voie de justice un mandataire chargé de le représenter.

Dans le cas où la majorité par tête est requise pour la validité des décisions collectives, l'indivision n'est comptée que sur dans seule tête.

ARTICLE 13 – Cession — Transmission — Location – Nantissement des parts sociales

I - Cession

a) Forme de la cession

La transmission des parts s'opère par un acte authentique ou sous seing privé. Elle est rendue opposable à la Société dans les formes de l'article 1690 du Code civil. Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le Gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au Greffe du tribunal de commerce, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

b) Agrément de la cession

Les parts sociales ne peuvent être cédées, apportées ou transmises, à titre onéreux ou à titre gratuit, quelle que soit la qualité du cessionnaire, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins trois quarts des parts sociales, sur convocation du gérant dans les huit jours à compter de la notification, précision étant faite que le cédant participe au vote.

L'agrément pourra être donné dans une décision unanime des associés exprimée dans un acte unique, ou directement dans l'acte de cession de parts auquel participera l'unanimité des associés ou dans le cadre d'une assemblée générale extraordinaire des associés.

Dans le silence des statuts, il est fait application des dispositions légales et réglementaires pour le traitement de la demande d'agrément.

II - Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, la Société continue entre les associés survivants et les héritiers ou ayants droit de l'associé décédé, et éventuellement son conjoint survivant, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité fixée pour l'agrément des cessions entre vifs prévu au I.b) du présent article.

III - Location des parts sociales

La location des parts sociales est autorisée sous réserve de l'agrément du locataire, nécessairement personne physique, dans les conditions du I.b) du présent article.

IV - Nantissement des parts

Si la Société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, ce consentement emportera l'agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties, selon les conditions de l'article 2078 du Code civil, à moins que la Société ne préfère, après la cession, acquérir les parts sans délai en vue de réduire son capital.

ARTICLE 14 – Associé unique

En cas de réunion en une seule main de toutes les parts d'une société à responsabilité limitée, les dispositions de l'article 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

ARTICLE 15 – Décès, interdiction, faillite d'un associé

La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite, la liquidation judiciaire ou la déconfiture d'un associé.

TITRE III
GÉRANCE

ARTICLE 16 – Désignation des Gérants

La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs Gérants, associés ou non, personnes physiques, sans ou avec limitation de la durée de leur mandat, et dans ce dernier cas rééligibles, désignés par les associés.

Le premier Gérant de la Société, pour une durée indéterminée est :

M. CHEUNG AH SEUNG Jean Ah-Mouck, 16 rue de Nice, 97400 Saint Denis.

A ce présent et intervenant, qui déclare accepter cette fonction et qu'il n'existe de son chef aucune incompatibilité, ni aucune interdiction pouvant faire obstacle à cette nomination.

En cours de vie sociale, la nomination des Gérants est décidée à la majorité de plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, la décision est prise sur seconde consultation à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre de votants.

ARTICLE 17 – Pouvoirs de la gérance

Les gérants ont seuls la signature sociale ; ils doivent consacrer aux affaires sociales tout leur temps et tous les soins nécessaires.
Dans les rapports entre associés, la gérance peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société. En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs prévus ci-dessus, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle ne soit conclue. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Toutefois, les associés s'engagent à respecter, dans les rapports entre associés, le règlement intérieur établi entre eux sans que ce règlement intérieur puisse être opposé aux tiers et sans que les tiers ne puissent l'invoquer ou s'en prévaloir à quelque titre que ce soit, peu important qu'ils en aient eu connaissance ou non.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes de la gérance qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

ARTICLE 18 – Rémunération de la gérance

Les modalités d'attribution de la rémunération du gérant ainsi que son montant sont fixés par décision ordinaire des associés. La gérance a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements

ARTICLE 19 – Révocation – Démission – Décès ou retrait – Remplacement – Responsabilité

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts. Enfin, un Gérant peut être révoqué par le Président du Tribunal de Commerce, pour cause légitime, à la demande de tout associé.

En cas de démission, le Gérant doit en informer par écrit chacun des associés trois mois à l'avance et en toutes hypothèses au moins quatre mois avant la clôture de l'exercice social.

En cas de cessation des fonctions du Gérant, pour quelque cause que ce soit, tout associé peut convoquer l'assemblée générale aux seules fins de nommer le ou les nouveau(x) gérant(s).

Les gérants sont responsables de leur gestion dans les conditions de l'article L.223-22 du Code de commerce.

ARTICLE 20 – Conventions soumises à procédure spéciale

Le Gérant ou, s'il en existe un, le Commissaire aux comptes, présente à l'assemblée générale ordinaire annuelle un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses Gérants ou associés.

L'assemblée statue sur ce rapport, étant précisé que le Gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et que ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

S'il n'existe pas de Commissaire aux comptes, les conventions qu'un Gérant non associé envisage de conclure avec la Société sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le Gérant et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la Société.

Les dispositions du présent article s'appliquent aux conventions passées avec toute Société dont un associé indéfiniment responsable, Gérant, Administrateur, Directeur Général, membre du Directoire ou du Conseil de surveillance, est simultanément Gérant ou associé de la Société.

Elles ne sont pas applicables aux conventions courantes conclues à des conditions normales (C. com. art. L 223-20).

ARTICLE 21 – Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux Gérants ou aux associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle des découverts en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

Cette interdiction s'applique également aux représentants légaux des personnes morales associées, aux conjoints, ascendants et descendants des Gérants ou associés personnes physiques, ainsi qu'à toute personne interposée.

TITRE IV
DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 22 – Comptes courants d'associés

Les associés peuvent laisser ou mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin. Les conditions de retrait de ces sommes et leur rémunération sont fixées soit d'accord commun entre la gérance et l'associé intéressé, soit par décision collective des associés. Si l'avance en compte courant est effectuée par un Gérant, ses conditions de retrait et de rémunération sont fixées par décision collective des associés. En tout état de cause, les conventions des avances en comptes à associés sont soumises à la procédure de contrôle des conventions prévues à l'article L 223-19 du Code de commerce.

ARTICLE 23 – Forme et objet des décisions collectives

1 - Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée générale.

Sont également prises en assemblée générale les décisions soumises aux associés, à l'initiative soit de la gérance, soit du Commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'associés, soit enfin d'un mandataire désigné par justice, ainsi qu'il est dit à l'article "Assemblées générales" des présents statuts.

Toutes les autres décisions collectives peuvent être prises par consultation écrite des associés ou peuvent résulter du consentement unanime des associés exprimé dans un acte.

2 - Les décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Elles sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles ont pour objet la modification des statuts.

Elles sont qualifiées d'ordinaires dans tous les autres cas.

3 - Les décisions ordinaires doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si, en raison d'absence ou d'abstention d'associés, cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la proportion du capital représenté, mais ces décisions ne peuvent porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

4 - Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement adoptées que si les associés présents ou représentés possèdent au moins le quart des parts sociales.

A défaut d'avoir atteint ce quorum, une deuxième assemblée doit être convoquée dans les deux mois de la première assemblée, le quorum requis est alors le cinquième des parts sociales.

Les modifications statutaires sont décidées à la majorité des trois quarts des parts détenues par les associés présents ou représentés.

La modification statutaire résultant de la suppression du nom du Gérant en cas de cessation des fonctions de celui-ci, pour quelque cause que ce soit, est valablement décidée par la majorité des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

La transformation de la Société est décidée dans les conditions fixées par l'article L.223-43 du Code de commerce.

La transformation de la Société en Société en nom collectif, en Société en commandite simple ou par actions, en Société par actions simplifiée, le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des associés exigent l'unanimité de ceux-ci.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les associés qui participent à l'assemblée par des moyens de télétransmission.

ARTICLE 24 – Assemblées générales

I - Convocation

Les assemblées générales d'associés sont convoquées par la gérance ; à défaut, elles peuvent également être convoquées par le Commissaire aux comptes s'il en existe un.

La réunion d'une assemblée peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins soit la moitié des parts sociales, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales.

Tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce statuant par ordonnance de référé, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

En cas de décès du Gérant unique, tout associé ou le Commissaire aux comptes de la Société peut convoquer l'assemblée des associés, à la seule fin de remplacer le Gérant décédé dans les conditions de forme et de délai précisées par la réglementation en vigueur.

Les associés sont convoqués, quinze (15) jours au moins avant la réunion de l'assemblée, par lettre recommandée comportant l'ordre du jour.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés, et sous réserve qu'ait été respecté leur droit de communication prévu à l'article "Information des associés" des présents statuts.

L'assemblée appelée à statuer sur les comptes doit être réunie dans le délai de six (6) mois à compter de la clôture de l'exercice.

Lorsque le Commissaire aux comptes convoque l'assemblée des associés, il fixe l'ordre du jour et peut, pour des motifs déterminants, choisir un lieu de réunion autre que celui éventuellement prévu par les statuts mais situé dans le même département. Il expose les motifs de la convocation dans un rapport lu à l'assemblée.

II - Ordre du jour

L'ordre du jour de l'assemblée, qui doit être indiqué dans la lettre de convocation, est arrêté par l'auteur de la convocation.

Sous réserve des questions diverses qui ne doivent présenter qu'une minime importance, les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour.

III - Participation aux décisions et nombre de voix

Tout associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

IV - Représentation

Chaque associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé, à moins que la Société ne comprenne que les deux époux, ou seulement deux associés. Dans ces deux derniers cas seulement, l'associé peut se faire représenter par une autre personne de son choix.

V - Réunion - Présidence de l'assemblée

L'assemblée est réunie au lieu indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par le Gérant, ou l'un des Gérants s'ils sont associés.

Si aucun des Gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé, présent et acceptant, qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si plusieurs associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Sauf pour les décisions d'approbation des comptes sociaux, la réunion de l'assemblée peut être organisée par des moyens de télétransmission permettant l'identification des associés, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

ARTICLE 25 – Consultation écrite

A l'appui de la demande de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à ceux-ci par lettre recommandée.

Les associés doivent, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception des projets de résolutions, émettre leur vote par écrit. Pendant ledit délai, les associés peuvent demander à la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par "OUI" ou par "NON". Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai fixé ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

En cas de consultation écrite, les procès-verbaux sont tenus dans les mêmes conditions que celles visées à l'article « Procès-verbaux » des présents statuts, relatif aux décisions prises en assemblées. Toutefois, y est mentionné que la consultation a été effectuée par écrit. La réponse de chaque associé est annexée à ces procès-verbaux.

ARTICLE 26 – Procès-verbaux

Toute délibération de l'assemblée générale des associés est constatée par un procès-verbal établi et signé par la gérance et, le cas échéant, par le Président de Séance.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualités du Président de Séance, les nom et prénoms des associés présents et représentés avec l'indication du nombre de parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, tenus au siège social, cotés et paraphés soit par un juge du tribunal de commerce, soit par un juge du tribunal d'instance, soit par le maire de la commune du siège social ou un adjoint au maire, dans la forme ordinaire et sans frais.

Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un Gérant.

Au cours de la liquidation de la Société, leur certification est valablement effectuée par un seul Liquidateur.

ARTICLE 27 – Information des associés

Le ou les Gérants doivent adresser aux associés, quinze jours (15) au moins avant la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes d'un exercice social, le rapport de gestion, ainsi que les comptes annuels, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport du ou des Commissaires aux comptes.

En cas de convocation d'une assemblée autre que celle appelée à statuer sur les comptes d'un exercice, le texte des résolutions, le rapport de la gérance, ainsi que, le cas échéant, celui du ou des Commissaires aux comptes sont adressés aux associés et mis à leur disposition dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Tout associé dispose d'un droit de communication permanent dont l'étendue et les modalités d'exercice sont déterminées par les dispositions réglementaires en vigueur.

TITRE V
CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 28 – Commissaires aux comptes

La nomination et l'exercice des fonctions d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant interviennent dans les conditions définies par la loi et les règlements.

TITRE VI
COMPTES SOCIAUX - AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 29 – Comptes sociaux

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.

Elle établit également un rapport de gestion exposant la situation de la Société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de recherche et de développement.

ARTICLE 30 – Affectation et répartition des résultats

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, y compris tous amortissements et provisions, constituent le bénéfice.

Il est fait sur ce bénéfice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures un prélèvement d'un vingtième au moins pour doter la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale a atteint une somme égale au dixième du capital social. Ce prélèvement reprend son cours lorsque la réserve légale est descendue au-dessous du dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report à nouveau bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.
L'assemblée générale a la faculté de constituer tous postes de réserves générales ou spéciales dont elle détermine l'emploi, s'il y a lieu.

Les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. Ils doivent être mis en paiement dans les neuf mois de la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

Les pertes de l'exercice, s'il en existe, sont inscrites au report à nouveau pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à apurement complet.

TITRE VII
DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

ARTICLE 31 – Dissolution

I - Arrivée du terme statutaire

Un (1) an au moins avant la date d'expiration de la Société, la gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à effet de décider si la Société doit être prorogée ou non.

II - Dissolution anticipée

La dissolution anticipée peut être prononcée par décision collective extraordinaire des associés.

L'existence de pertes ayant pour effet de réduire les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social, peuvent entraîner la dissolution judiciaire de la Société dans les conditions prévues par les articles L 223-2 et L 223-42 du Code de commerce.

Si le nombre des associés vient à être supérieur à cent (100), la Société doit, dans l'année, être transformée en une Société d'une autre forme ; à défaut, elle est dissoute.

ARTICLE 32 – Liquidation

La Société entre en liquidation dès l'instant de sa dissolution. Sa dénomination doit alors être suivie des mots « Société en liquidation ». La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de sa liquidation et jusqu'à clôture de celle-ci. Le ou les Liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution.

La collectivité des associés garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale, mais les pouvoirs du ou des Gérants, comme ceux des Commissaires aux comptes s'il en existe, prennent fin à compter de la dissolution.

Le ou les Liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des Liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Si toutes les parts sociales sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, mais seulement lorsque l'associé est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil. Lorsque l'associé est une personne physique, la réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la Société ; celle-ci continue d'exister avec l'associé unique qui exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

ARTICLE 33 – Contestations

Toutes les contestations entre les associés, relatives aux affaires sociales pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

MAJ le 23/12/2020